

Ressources & territoires

La revue de l'innovation locale en Gironde N°30 printemps 2025



L'accès aux droits

Pour toutes et tous, sans condition





« L'accès aux droits fonde la vie en démocratie. »

Les droits sont ce qui nous permet de vivre et faire ensemble. La dignité, la citoyenneté et l'égalité de tous repose sur leur effectivité. Pour y parvenir, leur accès inconditionnel est indispensable. Il dépend souvent de la proximité et donc d'un environnement où chacun doit pouvoir répondre selon ses moyens à ces trois obstacles fondamentaux : ne pas savoir quels sont mes droits ; ne pas pouvoir activer mes droits et renoncer par lassitude.

Garantir un accès aux droits pour toutes et tous partout, c'est aussi faire avec les premiers concernés, les agentes et agents de la fonction publique, les familles et les aidants, les voisins et l'entourage, les élus, les associations... Un maillage et une coopération qui s'opèrent dès le premier kilomètre !

Ainsi, un Service public qui peut répondre aux besoins de la personne la plus isolée géographiquement et socialement, pourra répondre aux besoins de tout le monde.

C'est là tout son sens : être un patrimoine commun dont l'action est à la fois universelle et proportionnée selon les besoins.

Jean-Luc Gleyze

Président du département de la Gironde



Les rendez-vous

31/03/2025

Séance plénière
Budget primitif

**Du 11/04
au 27/04/2025**

Quinzaine du numérique
dans les bibliothèques
avec biblio.gironde

27/05/2025

Conférence de presse
des Scènes d'Été à Blaye

**Du 02/06
au 07/06/2025**

Semaine de lutte
contre l'isolement
des aînés

30/06/2025

Séance plénière



4

**Les questions
à Arnaud Arfeuille**

5 > 6

**Les Brèves
d'actu**

7 > 10

Le grand sujet

Faire service public
ensemble

11 > 14

**Les solutions
girondines**

11

Mutuelle Girondine :
le pouvoir
de se soigner

12

Travailleur pair,
le maillon
complémentaire

13

Quartier engagé
pour le droit à l'emploi

14

Dématérialiser
mais accompagner

15

L'ingénierie

Gironde Numérique,
au service des
collectivités

16

Le Selfie

Sylvie, en quête
d'un nouveau rôle

Ressources & territoires

Magazine édité par le Département de la Gironde, Direction de la communication – 1, Esplanade Charles-de-Gaulle –

CS 71223 – 33 074 Bordeaux cedex – tél. 05 56 99 33 33 – Directeur de la publication : Frédéric Duprat – Rédactrice en chef :

Brigitte Botte – Rédaction : Brigitte Botte – Conception graphique : Anne-Lucie Grislain – Crédits photos : Département de la Gironde – Sylvie Lachat (Selfie) –

Impression : Imprimerie du Département de la Gironde, sur papier FSC recyclé 100% – Dépôt légal : mai 2014 – Tirage : 5 000 exemplaires – ISSN / 2609-5513.

Photo de couverture : Permanence du Bus en + à Saint-Estèphe @Département de la Gironde - Sandrine Koeune





« Veiller à ce que personne ne soit laissé de côté »



La Rédaction : Que signifie pour vous l'accès aux droits et pourquoi est-ce un enjeu fondamental pour les territoires ?

Arnaud Arfeuille : L'accès aux droits ne se limite pas aux services publics ou aux droits citoyens. Il convient d'y inclure la question de l'accès à l'alimentation, au logement, à la santé, à la culture, aux loisirs. Si la numérisation et l'accueil téléphonique ont facilité certaines démarches, ils ne suffisent pas pour ceux qui rencontrent des difficultés avec les outils numériques ou qui ont besoin d'un contact humain rassurant. Les espaces France Services apportent une réponse, mais il faut aller plus loin : le lien social se crée aussi dans les commerces, les mairies, les lieux de vie. Accéder à ses droits, c'est donc pouvoir utiliser des services en ligne à tout moment, mais aussi avoir la possibilité de rencontrer, de partager et d'échanger avec des interlocuteurs, en vrai. Le Bus en +, mis en place par le Département, constitue un exemple

concret en Gironde : aller vers, apporter des services directement aux habitants, retisser la proximité entre services publics et citoyens est une nécessité pour lutter contre la désertification de certains territoires.



LR : Comment prendre en compte les besoins des habitants et les réalités locales pour adapter les solutions d'accès aux droits ?

A.Arfeuille : Un élu doit porter une vision d'intérêt général, mais il doit aussi l'interroger et l'ajuster en permanence en fonction du terrain. L'expertise d'usage est un fondement de l'efficacité publique : il faut rencontrer les usagers, partir de leur demande, intégrer les enjeux géographiques d'un territoire et associer les collectivités territoriales. Ce dialogue régulier est essentiel pour répondre aux besoins, en milieu urbain ou rural. Le Département, garant des solidarités humaines et territoriales, joue un rôle central dans cette concertation continue.



LR : Dans un contexte où de nombreux droits sont fragilisés, comment assurer leur préservation et leur effectivité pour tous ?

A.Arfeuille : Nous avons la chance de vivre dans une démocratie dont l'un des fondements est le principe d'égalité. Nous devons le traduire dans nos politiques publiques. Porter un regard sur le monde tel qu'il va, doit nous conforter dans cette ambition républicaine. C'est une ambition large, et le Département au cœur des politiques sociales, peut y contribuer : veiller à ce que personne ne soit laissé de côté et garantir un égal accès aux droits pour tous.

Arnaud ARFEUILLE

Vice-président
chargé des coopérations
territoriales et du tourisme

ON L'A FAIT !!!

100%

Bientôt

de la Gironde
raccordée à la fibre

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Testez votre éligibilité sur

girondehautmega.fr

Gironde Haut Méga
Le réseau très haut débit public

Les Communautés de Communes et d'Agglomération de la Gironde

Participer

Schéma des mobilités



Pour faire évoluer son réseau routier et contribuer à décarboner les déplacements, un nouveau schéma des mobilités est en cours d'élaboration en Gironde, avec la participation active d'un panel de 30 citoyennes et citoyens. Réunis lors de dix séances en 2024, ils ont formulé des réflexions de fond, avis et propositions opérationnelles : première étape de concertation et livraison d'un cahier de recommandations. Cette démarche se poursuit en 2025 dans chaque territoire, impliquant l'ensemble des acteurs locaux œuvrant dans le domaine des déplacements, afin d'élaborer le plan d'actions.

 gironde.fr/mobilites



Débattre

Climat Libé Tour à Bordeaux

En 2025, le journal Libération organise le Climat Libé Tour dans toute la France, pour explorer des solutions face à l'urgence écologique. Au programme de cette série d'événements gratuits et grand public : ateliers, conférences, rencontres avec des scientifiques, des artistes, des entrepreneurs et des citoyens engagés, dans le but de débattre d'un avenir soutenable.

Pour cette troisième édition, rendez-vous à Bordeaux du 16 au 17 mai 2025. Vendredi 16 mai, à l'immeuble Gironde, le Département accueille une matinale dédiée aux acteurs publics, organisée et animée par Libé et Le Lierre, sur le thème de la justice sociale.

Le Lierre est le réseau des professionnels de l'action publique. Fondé en 2019, il rassemble plus de 2 000 fonctionnaires, agents publics, contractuels, acteurs et actrices des politiques publiques, convaincus que la transformation de l'action publique est indispensable pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique.

 climat-libe-tour.liberation.fr

Grandir

La famille s'agrandit !



ma charge mentale aussi...

Les équipes de la Protection Maternelle et Infantile accompagnent les tout-petits et leurs parents, de la grossesse aux 6 ans de l'enfant. Infirmières, psychologues, médecins ou psychothérapeutes sont là pour offrir des conseils pratiques et fiables à tous les parents. Un service gratuit, confidentiel et ouvert à tous.

Tout au long de l'année, partout en Gironde, les Maisons du Département des Solidarités (MDS) proposent des ateliers, des rencontres et des moments ludiques pour les parents et leurs enfants. Un programme varié et accessible, autour de l'allaitement, l'alimentation, le sommeil, la découverte de la nature, le portage physiologique ou encore les premiers pas... À deux pas de chez soi !

 gironde.fr/enfance-et-famille

Soutenir

Demande de subvention en ligne

Pour les communes et les structures intercommunales, l'ouverture de la plateforme de dépôt de demande de subventions en ligne a lieu du 1er au 30 avril 2025. Les modalités de la politique départementale des aides aux communes et à leur groupement, ainsi que le Coefficient départemental de solidarité (CDS) sont à retrouver sur :

 gironde.fr/subventions

Simplifier

FALC : information accessible à tous



Le Facile à lire et à comprendre (FALC) est un droit inscrit dans la loi du 11 février 2005 sur l'égalité des droits et la Convention de l'ONU de 2010. Il garantit l'accès à l'information pour tous, notamment des personnes en situation de handicap. Créée en 2009 par des personnes déficientes intellectuelles de 8 pays, dont la France avec Nous Aussi et l'UNAPEI, cette méthode permet d'accéder aux savoirs, de faire des choix et de participer à la vie citoyenne. Elle repose sur des mots simples, des phrases courtes et une mise en page claire. Règle essentielle : impliquer les personnes concernées. Le guide de la MDPH de la Gironde a ainsi été conçu en FALC avec l'ADAPEI 33 et l'Institut Régional des jeunes Sourds et Aveugles (IRSA).

adapei33.com

Se connecter

MDPH : Faire sa demande en ligne



Le site de la MDPH de la Gironde informe et accompagne les personnes en situation de handicap, leur famille ou les aidants, dans leur quotidien et leurs démarches. Les Girondines et Girondins peuvent faire leur demande en ligne dans l'onglet « Ma demande ».

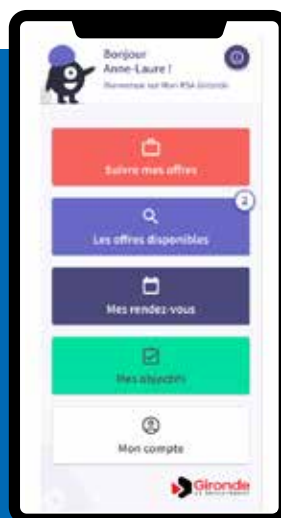
mdph33.fr

Faciliter

Horizon Gironde et Mon RSA Gironde

Créés par le Département, Horizon Gironde et Mon RSA Gironde forment un système d'information innovant pour les acteurs de l'insertion et les allocataires du RSA. Pour les professionnels, Horizon Gironde facilite le suivi des parcours, l'orientation vers des offres adaptées et la gestion des contrats d'engagement, tandis que Mon RSA Gironde, plateforme pour les allocataires du RSA, est conçue pour améliorer l'accompagnement en rendant les services accessibles. Simple et intuitive, elle leur permet de consulter les rendez-vous, suivre les objectifs, explorer les offres de service et gérer les inscriptions. Accessible sur web et mobile, cette interface complète l'accompagnement humain et favorise l'autonomie dans les démarches. Ensemble, ces outils numériques sécurisent les parcours d'insertion et simplifient l'accompagnement des professionnels.

gironde.monrsa.fr



Aller vers

Bus en + en 2025 : toujours plus !

En février 2025, le Bus en + s'est déplacé, pour la première fois, à l'ESAT de Villambis à Cissac-Médoc. Les résidents ont pu bénéficier de consultations en santé sexuelle pour ados et adultes (informations, dépistages, consultations médicales) et de l'aide d'une conseillère numérique pour réaliser des démarches en ligne, naviguer sur internet et utiliser les outils bureautiques. Après le Médoc et la Haute-Gironde, le service gratuit du Bus en + est étendu au Nord Libournais avec des consultations de Protection Maternelle et Infantile (PMI) à Saint-Seurin-sur-l'Isle. Une infirmière puéricultrice accompagne les enfants de moins de 6 ans dans le suivi de leur développement et accueille les parents. Elle répond aux questions de santé, de prévention et peut proposer un soutien à la parentalité.

[gironde.fr/
bus-en-plus](http://gironde.fr/bus-en-plus)



Pour toutes et tous, sans condition

Nous vous
orientons.

Nous
sommes là
pour vous
aider.

Nous vous
accompagnons.

Les droits sociaux sont le socle de la dignité et de l'égalité de tous et de chacun pour une société sans exclusion.

Garantir un accès universel aux droits, c'est saisir les réalités de vie dans l'ordinaire des jours et proposer des formes de solidarités nouvelles entre les habitants, les acteurs locaux et le Département.

Faire service public ensemble



Les droits sociaux couvrent des besoins essentiels comme l'accès à la santé, au logement, au travail, à l'éducation, la culture ou encore la protection sociale. Les personnes en situation de pauvreté ou de vulnérabilité sont celles qui peinent le plus à les faire valoir. En France, le non-recours atteint 50% pour le minimum vieillesse, 34 % pour le RSA et 30 % pour l'assurance-chômage (DREES*, 2022).

#proximité #innovation #citoyenneté

Face à cette réalité, le département de la Gironde mobilise ses ressources, renforce les partenariats locaux et déploie des actions spécifiques sur certains territoires pour lever les freins et rapprocher les services des habitants. En conciliant proximité et innovation, la collectivité construit les bases d'une société inclusive, où chaque citoyen, quelles que soient ses conditions, peut trouver sa place, contribuant ainsi à une démocratie réelle.

Aller vers les habitants

L'accès aux droits doit être simple et garanti pour tous, indépendamment du lieu de vie. En Gironde, les 9 Pôles Territoriaux des Solidarités (PTS) et les 61 Maisons du Département des Solidarités (MDS) structurent l'action sociale locale en insertion, autonomie et santé. Au-delà des services départementaux, ces lieux accueillent un écosystème d'acteurs, comme la Mutuelle Girondine. Ce réseau humain de proximité, adapté aux besoins locaux, permet un accompagnement efficace. L'accompagnement repose sur une

coopération étroite entre collectivités, travailleurs sociaux, aidants et bénéficiaires. Les CTEC** signées avec les collectivités et les partenaires (CCAS, CIAS...) améliorent la coordination des actions de solidarités. En proposant un accès simplifié aux droits, elles favorisent l'accueil inconditionnel. Pour aller plus loin, le Bus en + complète ce maillage et renforce l'accès aux droits et aux soins. Financé en partie par des fonds européens, il sillonne Médoc, Haute-Gironde et Nord Libournais, accueilli par les communes, stationnant sur les marchés, festivals ou devant les lycées pour toucher de nouveaux publics et propose sensibilisation à la santé sexuelle, aide aux saisonniers ou encore soutien à l'emploi. Bientôt, des médecins consulteront à bord, en partenariat avec l'ARS. La médiation numérique est aussi un levier clé, avec des conseillers qui facilitent l'accès aux démarches essentielles. Dans le même sens, le site Horizon Gironde pour le suivi des allocataires du RSA et la demande en ligne pour les prestations de la MDPH accélèrent les délais. L'installation, par Gironde

Haut Méga, de la fibre optique partout en Gironde, y contribue également. Grâce à cet ancrage territorial et à une coordination optimisée, le Département agit pour l'accès simplifié aux droits, les relations inclusives et la reconnaissance des personnes précarisées, en prévenant les ruptures de parcours. Être animateur des coopérations, c'est aussi sa responsabilité.

Expérimenter et lutter contre les inégalités

Lutter contre les inégalités, c'est également mener des expérimentations coopératives et solidaires. Le programme « Territoires Zéro Non Recours » identifie et accompagne les personnes exclues des dispositifs. Avec les travailleurs pairs, il permet d'atteindre des publics éloignés et d'alléger les contraintes administratives. L'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée », permet aux personnes durablement éloignées de l'emploi d'accéder à une activité adaptée, rémunérée et socialement utile. Deux villes sont déjà habilitées : Castillon-la-Bataille et Bordeaux. Ces actions s'inscrivent dans le Programme Départemental d'Insertion et d'Inclusion (PD2I) 2023-2027 et l'axe 3 du Pacte des solidarités, signé avec l'Etat pour lutter contre la grande pauvreté. Parallèlement, le Département fait de l'économie sociale et solidaire (ESS) sa grande cause 2025, soutenant les structures locales et développant des



pôles ESS ruraux pour une couverture équitable des services, en ville et à la campagne.

D'autres solutions renforcent la protection sociale. La Mutuelle Girondine offre une couverture santé solidaire face aux inégalités de soins. Une Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) expérimentée avec Bordeaux et Acclimat'action, a été co-construite avec des habitants pour contribuer à une alimentation saine et soutenir les producteurs locaux. Enfin, les missions territoriales, créées en 2024, luttent contre le sentiment de relégation dans des territoires où le chômage atteint 8,2%. Ces efforts collectifs permettent de rendre dignité et citoyenneté aux personnes et aux territoires fragilisés.

Faire ensemble

Le Département œuvre pour un service public accessible et coordonné, en impliquant citoyens et partenaires. Plutôt que de multiplier les dispositifs, il privilégie une approche globale du parcours de vie et renouvelle la gouvernance en associant élus, entreprises et acteurs locaux à la construction des politiques publiques, notamment sociales. La co-responsabilité des institutions est le préalable à un service public plus lisible. Des initiatives comme Gironde Inclusive renforcent l'accompagnement des personnes en situation de handicap et le site Internet de la MDPH, construit

avec les citoyens concernés, facilite les démarches en ligne. Le Budget participatif favorise l'engagement citoyen et la vie culturelle et sportive est encouragée par le développement d'infrastructures adaptées, de bibliothèques itinérantes et d'actions de médiation. Le Département encourage aussi la participation des jeunes via le Conseil départemental des jeunes de la protection de l'enfance abordant notamment la situation des Mineurs Non Accompagnés (MNA).

Faire service public ensemble et garantir à chacun une place dans la société, repose sur la proximité, la participation, l'innovation et la complémentarité des politiques publiques. Objectif ultime : éviter que des personnes éligibles aux aides n'y renoncent faute de compréhension ou d'accompagnement.

*Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques

**Convention Territoriale d'Exercice Concerté



Le plaidoyer des membres de GEM girondins: une réponse inclusive



Qui ? Les membres des Groupes d'Entraide Mutuelle (GEM) de la Gironde : GEM Neurofestifs, GEM Le Kiosque 12, GEM Tertio, GEM Jeunes avec le soutien du Département et de la Maison Départementale des Personnes en situation de Handicap (MDPH).

Quoi ? Un plaidoyer des membres de GEM, en situation de handicap, souvent isolés ou avec un handicap invisible, pour améliorer leur accès à la culture, au sport et au tourisme comprenant des propositions concrètes pour rendre la Gironde plus inclusive et accessible.

Comment ? Par des ateliers de travail en 2024, recueil des témoignages des membres des GEM sur leurs besoins, attentes et expériences en identifiant les obstacles financiers, physiques et organisationnels.

Pour qui ? Un plaidoyer remis au président du Département pour sensibiliser les élus et les responsables publics aux difficultés d'accès rencontrées par les personnes en situation de handicap.

Pourquoi ? Revendiquer l'effectivité des droits fondamentaux pour garantir leur pleine citoyenneté et améliorer leur qualité de vie. Construire une société plus inclusive en prenant en compte des besoins spécifiques liés aux handicaps, notamment invisibles.

mdph33.fr

Le mot de

**Marie-Claude
AGULLANA**

« L'accès aux droits pour toutes et tous est une priorité du Département. Avec nos partenaires locaux, notre objectif est d'assurer les besoins essentiels des Girondines et des Girondins.

Nos concitoyens attendent que l'on facilite leur quotidien par un accès aux droits simplifié d'une part, et d'autre part, dans un monde où tout va vite, se complexifie, se dématérialise, nous avons en commun, avec nos partenaires, d'assurer sur l'ensemble des territoires la présence humaine, bienveillante et éclairante du Service public. »



Marie-Claude AGULLANA

Vice-présidente chargée
de l'accès au droit, numérique,
services publics de proximité
et technologie

Les contacts, **les ressources**

CDAD de la Gironde :

Situé au Tribunal Judiciaire de Bordeaux

Maisons de Justice et du Droit (MJD) :

Ces structures offrent une présence judiciaire de proximité, contribuant à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit. Elles proposent des permanences gratuites assurées par des professionnels.

MJD de Bordeaux Ravezies :

✓ 2 Place Ravezies, 33 300 Bordeaux

📄 Site officiel de la ville de Bordeaux

MJD des Hauts-de-Garonne :

✓ 45 Avenue de la Libération,
33 310 Lormont.

Points-Justice : Ces lieux d'accueil gratuits et confidentiels, répartis sur le territoire, informent les citoyens sur leurs droits et les accompagnent dans leurs démarches juridiques.

Point-Justice du Tribunal Judiciaire de Bordeaux :

✓ 30 Rue des Frères Bonie,
33000 Bordeaux.

Point-Justice du Tribunal Judiciaire de Libourne :

✓ 22 Rue Thiers, 33 500 Libourne.

Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) :

Ces associations départementales informent, orientent et accompagnent le public, en priorité les femmes, dans les domaines de l'accès au droit, la lutte contre les violences sexistes, et l'insertion professionnelle.

CIDFF de Bordeaux :

✓ 99 Rue Goya, 33000 Bordeaux.

CIDFF de Libourne :

✓ 1 Rue Montesquieu, 33500 Libourne.

Délégués du Défenseur des droits en Gironde

Le Défenseur des droits est une autorité administrative indépendante créée en 2011. Il est inscrit dans la Constitution française.

Le Défenseur des droits a 2 missions : Défendre les personnes dont les droits ne sont pas respectés et permettre l'égalité de tous.

Délégués en Gironde > Blaye, Bordeaux, Créon, La Teste-de-Buch, Langon, Le Taillan-Médoc, Lesparre-Médoc, Libourne, Lormont, Mérignac, Pessac, Saint-Denis-de-Pile, Talence.

📄 defenseurdesdroits.fr

Mutuelle Girondine : le pouvoir de se soigner



Les personnes sans couverture santé ont deux fois plus tendance à renoncer aux soins. En Gironde, 11 à 14 % des habitants ne sont pas couverts. Pour faciliter l'accès à une complémentaire santé et améliorer l'accès aux soins, le Département a lancé la « Mutuelle Girondine » en 2025. Une offre locale et solidaire, accessible à tous sans conditions de ressources.

La mutuelle Mutami a été retenue pour mettre en œuvre cette initiative après avoir répondu à l'appel à partenariat lancé par le Département. En début d'année, les deux partenaires ont signé une convention de 3 ans. Ni assureur, ni souscripteur, ni financeur mais facilitateur, le Département assure l'information et le lien auprès des habitants, participant à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé. Ainsi, un soir de février, à Étauliers en Haute-Gironde, la réunion publique bat son plein.

Faciliter

« Nous avons compté 150 personnes dans la salle, » indique Louis Cavaleiro, maire de la commune accueillant Mutami pour présenter la Mutuelle Girondine aux habitants et élus locaux. Olivier Bedmar, directeur commercial de Mutami, met en avant des atouts clés : « Tarifs 20 à 30 % inférieurs au marché, sans limite d'âge, sans questionnaire de santé ni surprime après 70 ans. » Jacques Raynaud, conseiller départemental délégué à l'accès aux soins, insiste sur l'urgence : « Plus de 200 000 Girondins n'ont pas de mutuelle et renoncent aux soins. Avec des initiatives comme celle-ci ou le Bus en +, le Département agit pour lever les freins financiers ou liés à la mobilité. Avec ce dispositif, nous ciblons les plus vulnérabilisés : jeunes sans emploi ni formation, retraités à faibles revenus, familles monoparentales... »

Et toutes les Girondines et les Girondins, y compris ceux relevant de la MSA, peuvent bénéficier de la Mutuelle Girondine.

Informier

Olivier Bedmar souligne : « Mutami n'est pas une mutuelle comme les autres. Née du regroupement de petites mutuelles ouvrières, elle défend l'accès aux soins pour tous et partage avec le Département des valeurs sociales, solidaires et intergénérationnelles. Son siège est à Toulouse, mais son ancrage territorial est fort, avec 900 contrats groupés déjà signés, aussi bien avec des communes de 500 habitants qu'avec des Communautés d'agglomération. » En Gironde, le Département facilite le déploiement de la Mutuelle Girondine en mettant à disposition les Maisons du Département des Solidarités (MDS) et leurs antennes pour accueillir les permanences des conseillers, accessibles sur rendez-vous. Les communes jouent également un rôle clé. Présent à la réunion, Philippe Labrieux, maire de Val-de-Livenne, confirme : « La vie devient difficile et la santé passe souvent après le reste, surtout sans mutuelle. Informer nos administrés sur ce dispositif solidaire est essentiel. » D'autres réunions publiques seront organisées en Gironde dans les mois à venir.



Accueil des habitants par Mutami à la réunion publique d'Étauliers

gironde.fr/mutuelle-girondine

Contact

Mutami

✉ mutuellegirondine@mutami.fr

☎ 09 77 42 55 25

🌐 mutuelle-mutami.fr

Travailleur pair, le maillon complémentaire

Le Département expérimente « Territoires Zéro Non-Recours » (TZNR) pour trois ans, en Nord Médoc et Pays Foyen. Face aux multiples causes du non-recours aux droits, des réponses adaptées au parcours de vie sont nécessaires. En février 2025, deux travailleurs pairs ont été recrutés pour aller vers ceux qui renoncent à leurs droits sociaux, comme le RSA. Focus sur le Médoc.



Sensibilisation des équipes avec D-BASE à la MDS de Pauillac

En Médoc, le Pôle Territorial des Solidarités (PTS) vient de recruter un travailleur pair, un nouveau métier qui fait lien entre les personnes précarisées, les institutions et les acteurs sociaux. Grâce à sa propre expérience de la précarité, ce « médiateur social » facilite le dialogue et recrée du lien sans tabou ni jugement, avec les plus vulnérabilisés. L'association D-BASE, experte en travail pair, accompagne travailleurs sociaux et partenaires locaux pour développer cette approche innovante.

Acteur de son parcours

Le comité D-BASE (Délégation de Bénévoles et d'Acteurs Sociaux Engagés) de la Drôme réunit à parité des personnes ayant vécu la précarité et des travailleurs sociaux. « La pair-aidance est au cœur de nos actions. Grâce à l'expertise des personnes

accompagnées, nous voulons faire remonter aux institutions les besoins des publics « invisibles » afin d'améliorer leurs conditions de vie. Nous partageons également notre savoir-faire en Gironde, » explique Paola Pradier, la cheffe de service. Marouane, travailleur pair au sein de D-BASE, raconte : « À mon arrivée en France, entre la rue, le centre d'hébergement d'urgence et la détresse mentale, je me sentais démuni, sans droits et incapable d'exprimer mes besoins. » Soutenu par des personnes bienveillantes, il a progressivement pris en main son parcours et est devenu un maillon complémentaire entre la direction du centre et les hébergés. « Je comprenais leur ressenti, j'ouvrais des perspectives. En m'engageant pour le droit au logement et en me formant, j'ai rencontré Paola. Aujourd'hui, mon rôle à D-BASE est une façon de transmettre à mon tour. »

Changer les pratiques

Marouane souligne : « Trouver sa place entre travailleur social et personnes précarisées prend du temps. Nous pouvons nous tromper mais nous sommes complémentaires et trouvons les solutions en équipe. » En Médoc, le travailleur pair, récemment intégré au PTS, à raison de 24h par semaine, intervient en binôme avec Clara Bonnefond, nouvelle coordonnatrice des droits. Cécile Huguet-Poublan, référente territoriale insertion, a déjà l'habitude de mobiliser les équipes autour d'actions collectives avec le Bus en + ou de l'accueil sans rendez-vous à la MDS de Pauillac. « Ici, les besoins concernent surtout les plus de 60 ans, confrontés à la perte d'autonomie et parfois au RSA, » explique-t-elle. « Il faut aller vers les plus éloignés et le travailleur pair change le cadre de l'intervention. » Pendant deux ans, avec Paola et Maouane de D-BASE, les acteurs sociaux du Nord Médoc continueront de s'approprier cette nouvelle approche qui permet de renouer avec la citoyenneté et la dignité.

gironde.fr/insertion

Contacts

**Département de la Gironde
Direction de l'insertion
et de l'inclusion**

☎ 05 56 99 57 59

Mission Ingénierie et Travail Social

☎ 05 56 99 33 33

PTS Médoc

☎ 05 57 88 84 90

D-BASE

📍 Association D-BASE



Quartier engagé pour le droit à l'emploi

Après Castillon-la-Bataille, le quartier du Grand Parc à Bordeaux a rejoint, depuis juillet 2024, l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » (TZCLD). L'objectif est de proposer une réponse locale et collective à la privation d'emploi, en mobilisant habitants et acteurs du territoire et en développant des activités adaptées aux besoins locaux.

Le quartier du Grand Parc compte plus de 10 000 habitants et affiche un taux de chômage de près de 16 %. Dans ce Quartier Politique de la Ville, 1 272 personnes sont en chômage de longue durée, dont 238 en situation de non-recours au RSA. Repérées par les acteurs de l'emploi et de l'insertion, certaines personnes ont participé à la construction du projet et 30 d'entre elles travaillent aujourd'hui dans l'une des deux Entreprises à But d'Emploi (EBE), dont La Fourmilière.



Véronique Durand, Isabelle et Guillaume Gueguen devant Le Comptoir

Emploi sur mesure

L'EBE La Fourmilière propose des services de proximité essentiels et Le Comptoir, son lieu de vie proche de la bibliothèque, favorise les échanges et le lien social. Les habitants s'y retrouvent autour d'un café et les salariés s'activent entre aide administrative et numérique, lutte contre l'isolement et coups de main pour faciliter le quotidien. Isabelle, 46 ans et mère de 4 enfants, vient d'être recrutée. Après avoir enchaîné des petits boulots dans la restauration ou la grande distribution, elle a dû arrêter pour raisons de santé et ne pensait plus retrouver d'emploi : « Depuis août 2024, je suis en CDI à La Fourmilière. C'est une chance, un phare dans la nuit ! Ici, on se sent utile et écouté, sans jugement. » Grâce à l'EBE, elle a pu adapter ses horaires à sa situation familiale et médicale, un véritable emploi sur mesure. « Je travaille à la lutte contre l'isolement des aînés : visites à domicile, jeux, petit bricolage et organisation de sorties pour recréer du lien avec le quartier. » Son activité illustre la dynamique du projet qui répond aux besoins non couverts du territoire.

Force du collectif

Guillaume Gueguen, directeur de l'EBE, l'affirme : « Isabelle retrouve confiance en elle et en son avenir. » Il souligne l'importance d'impliquer les personnes éloignées durablement de l'emploi et de coopérer avec les acteurs locaux pour développer des activités complémentaires. « Nous créons de l'emploi utile et local dans des secteurs

comme le réemploi, l'alimentation avec la future ferme urbaine et pédagogique, ou encore les services aux habitants avec le transport social à vélo et le garde-champêtre culturel. » Le projet ne se limite pas à l'emploi : il s'inscrit aussi dans une dynamique de développement durable et d'innovation sociale. Le Département contribue financièrement au développement de l'emploi et s'engage activement dans le Comité Local pour l'Emploi (CLE) Grand-Parc Solidaire, qui regroupe les partenaires et anime l'expérimentation. Véronique Durand, chargée d'insertion au Pôle Territorial des Solidarités (PTS) de Bordeaux - quartier Grand Parc, conclut : « Nous accompagnons les habitants et constatons leur évolution. La connaissance de leurs besoins et la force du collectif sont les moteurs de l'expérimentation. »

gironde.fr/collectivites

Contacts

Département de la Gironde
Direction de l'insertion
et de l'inclusion

☎ 05 56 99 57 59

MDS Bordeaux-Grand Parc

☎ 05 57 59 04 50

La Fourmilière

38, rue Robert Schuman
33300 Bordeaux

☎ 05 33 89 12 13

✉ direction@ebe-lafourmiliere.fr

🌐 ebe-lafourmiliere.fr

Dématérialiser mais accompagner



En Pays Foyen, vaste territoire rural, l'accès aux services publics, essentiellement concentrés à Sainte-Foy-la-Grande et Pellegrue, reste difficile. Pour tenter d'y remédier, l'expérimentation « Territoires Zéro Non-Recours » permet au département de la Gironde et à la Communauté de Communes (CdC) de déployer six bornes numériques dans les communes alentour, accompagnées par les permanences d'un conseiller.

Les Lèves-et-Thoumeyragues, commune de 568 habitants, se situe à dix kilomètres de la ville centre. La mairie, soucieuse de préserver et développer ses services et commerces de proximité, accueille, depuis 2025, une borne numérique offrant un accès aux 11 opérateurs nationaux essentiels pour l'accès aux droits sociaux. Deux conseillers numériques, du Département et de la CdC, accompagnent alternativement les habitants deux fois par semaine. Un service public complémentaire pour faciliter la dématérialisation des démarches administratives.

Surmonter la fracture numérique

Mouna Zouhair fait partie des cinq conseillers numériques du Département déployés en Gironde depuis trois ans. Responsable du Libournais, elle accompagne la mise en place des outils et sensibilise aux usages numériques une population souvent vulnérabilisée.

Ce mardi-là, elle reçoit Élisabeth, Lévoise de 74 ans, sur rendez-vous. Cette dernière souhaite prendre des cours d'informatique pour mieux utiliser l'ordinateur offert par sa famille : « Je ne fais que consulter mes mails, j'ai peur de faire une erreur en allant sur Internet. » Mouna la rassure, l'aide à prendre en main la borne à disposition et à fixer un rendez-vous sur Doctolib. Elle explique : « Je lui ai proposé aussi de suivre des cours gratuits dispensés dans les Maisons du Département des Solidarités (MDS) de Coutras, Libourne et Sainte-Foy-la-Grande. Nous facilitons l'appropriation des outils numériques et accompagnons les usagers vers l'autonomie des démarches en ligne. »

Renforcer l'inclusion sociale

Les Lèves-et-Thoumeyragues illustre les fragilités numériques identifiées dans l'étude Compas, qui a nourri la feuille de route d'inclusion numérique 2024-2027 du Département. Située entre deux pôles France Services

(Pellegrue et Sainte-Foy-la-Grande), la commune compte une forte proportion de personnes âgées vivant seules et une population à faible revenu. Face à ces défis, Alain Piroux, maire, et Tristan Plat, premier adjoint chargé du numérique et délégué à la CdC du Pays Foyen, s'investissent dans l'accès au numérique et son usage par toutes et tous dans une commune désormais presque entièrement raccordable à la fibre. Le site Internet de la commune, créé avec l'aide de Gironde Numérique et la borne numérique complètent l'offre de services. « Tout le monde tend à mutualiser, mais la demande de proximité des services reste forte dans nos campagnes, » souligne Tristan Plat. « La secrétaire de mairie, très sollicitée, voit ainsi son action renforcée pour accompagner les habitants. Reste à le faire savoir. » Une évaluation du dispositif est prévue fin mars. La borne ne résout pas à elle seule le non-recours aux droits mais, avec l'appui du conseiller numérique, elle sert de premier point d'accueil, informant et orientant les usagers vers leurs droits sociaux. Car derrière la fracture numérique se cache souvent la fracture sociale.

Permanence numérique à Les Lèves-et-Thoumeyragues



gironde.fr/numerique

Contacts

Département de la Gironde
Conseillère numérique du Libournais

☎ 06 16 61 55 95

CdC du Pays Foyen
Conseillère numérique

☎ 05 57 48 60 90

Mairie Les Lèves-et-Thoumeyragues

☎ 05 57 41 21 15

Gironde Numérique, au service des collectivités

Gironde Numérique amène le très haut débit partout en Gironde et accompagne les collectivités territoriales dans leur transformation numérique, grâce à une équipe pluridisciplinaire.



Déployer la fibre optique

- Consulter un médecin sans quitter son salon ?
- Télétravailler depuis la campagne ?
- Garder le contact avec ses proches, partout en Gironde ?
- Être tous connectés en même temps à la maison pour les devoirs ou les jeux vidéo ?

C'est possible ! Au printemps 2025, le plan Gironde Haut Méga permet à tous les foyers et locaux professionnels d'être raccordés au réseau public de fibre optique, offrant un accès au très haut débit, en ville ou à la campagne.



Accompagner les communes

Pour faciliter la relation numérique avec les citoyens

- Relations aux habitants : gérer les demandes sur une seule et même plateforme (courriers, mails, appels téléphoniques ou à l'accueil)
- Démarches en ligne simplifiées : inscriptions à la cantine, à l'accueil périscolaire, etc.
- Outils d'enquêtes en ligne, alertes SMS, etc.

Pour les projets d'informatisation des écoles du 1^{er} degré

Sur une initiative du Département, soutien aux communes avec les équipes de Gironde Numérique :

- Diagnostic technique
- Conseil aux équipes pédagogiques et aux élus
- Groupement de commandes de matériel

Pour toute demande d'informations :

✉ services@girondenumerique.fr



Favoriser la médiation numérique

Pour évaluer, repérer des ressources et prévoir des formations pour les agents

Pour associer sobriété numérique et besoins des personnes éloignées du numérique sur les territoires

Trois actions sont menées :

- Coordination des conseillers numériques du territoire
- Diagnostic des compétences numériques des agents des collectivités locales
- Reconditionnement de matériel et redistribution vers les personnes précarisées

La carte interactive des acteurs de la médiation numérique en Gironde :

✉ girondenumerique.fr/cartographie

Contacts :

- ✉ girondenumerique.fr
- ✉ girondehautmega.fr

Sylvie, en quête d'un nouveau rôle

Cadre de santé dans la série Hippocrate, Sylvie Lachat alias Martine, nous semble familière. Pourtant, cette Parisienne de 62 ans, intermittente du spectacle depuis 30 ans, a fait un choix personnel aux répercussions inattendues sur sa carrière de comédienne.

Aînée de quatre sœurs, Sylvie Lachat, enfant, passait ses vacances sur le Bassin. En 2022, après le décès de son père, elle quitte la capitale pour venir vivre à Cazaux auprès de sa mère. Sans regretter son choix, elle n'avait pas mesuré l'impact sur sa carrière et réalise aujourd'hui combien la Gironde lui est inconnue. « Rebondir ici s'est avéré plus compliqué que prévu. Aller aux castings à Paris coûte cher et France Travail ne couvre pas ces frais. Sans réseau professionnel et amical, j'étais isolée. J'ai envisagé d'arrêter. » En 2022, elle tourne la saison 3 d'Hippocrate avec Thomas Lilti, mais début 2023, elle perd son statut d'intermittente et bascule dans une période sans revenu. « Je n'ai pas finalisé ma demande de RSA, persuadée de ne pas y avoir droit, » confie-t-elle.

Accéder à ses droits

Début 2024, une hospitalisation bénigne lui permet de rencontrer une assistante sociale qui l'informe sur ses droits et l'oriente vers France Travail culture spectacle, débloquent ainsi une partie de sa situation. « Puis, ma référente France Travail m'a parlé de PLACE. » Cette Plateforme de coopération pour l'emploi culturel est un dispositif départemental dédié aux artistes et travailleurs culturels en recherche active d'emploi, cofinancé par le Fonds Social Européen (FSE+) pour favoriser l'insertion et l'inclusion. « J'ai immédiatement contacté David Capes, coordonnateur des parcours culturels au Département, et rejoint le programme aux côtés de 74 autres

artistes en 2024. Là, je me suis sentie comprise, avec un accompagnement global adapté et attentif aux réalités du milieu. » David Capes et Nicolas Piatti, chef de projet emploi culturel, sont pour elle deux personnes ressources. Ils accompagnent son parcours technique et l'aident à structurer son projet professionnel qui devrait voir le jour en septembre 2025.

« PLACE est un endroit respectueux où l'on peut partager son expérience sans peur de jugement artistique ou humain »

Retrouver sa place

« Un parcours au sein de PLACE dure en moyenne 9 mois, mêlant temps collectifs, entretiens individuels et informations sur les dispositifs de droit commun avec nos partenaires, » explique David Capes. Sylvie a suivi deux séries d'ateliers collectifs : avec l'iddac, pour renforcer ses compétences et avec Co-actions sur le numérique. Bientôt, elle débutera un tutorat avec un acteur culturel local. « C'est stimulant. À chaque étape, je rencontre des professionnels et des artistes aux pratiques variées qui enrichissent mon projet



et partagent mes questionnements, ma recherche. On se sent soutenus et mon réseau s'élargit. D'ailleurs un groupe s'est formé entre anciens et nouveaux de PLACE : une forme de pair-aidance, une mémoire de PLACE qui laisse une trace. » Aujourd'hui, elle affine son projet autour du livre, de la lecture et de l'oralité, ses « premières amours », en l'ancrant dans la société. « L'art doit servir le collectif, c'est sa fonction première, et nous ouvrir au monde. PLACE est une amorce importante et m'a redonné une dynamique de création. »

📄 gironde.fr/place

Contact

**Département de la Gironde
Direction de la Culture**

☎ 05 56 99 35 33 ou 35 86

✉ place@gironde.fr



Cofinancé par
l'Union européenne